



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.562/4
du 15 juin 2017

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant
les allocations et indemnités
des membres du personnel de
la fonction publique fédérale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.562/4
van 15 juni 2017

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
toelagen en vergoedingen van
de personeelsleden van het
federaal openbaar ambt'

Le 19 mai 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 juin 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD et Florence PIRET, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juin 2017.

*

Op 19 mei 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 juni 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD en Florence PIRET, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juni 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Le rapport au Roi expose ainsi l'objectif poursuivi par le projet d'arrêté royal soumis pour avis :

« Le projet d'arrêté royal [...] s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation et de la simplification du statut, en ce qu'il abroge, et dans une moindre mesure modifie, les multiples arrêtés royaux et ministériels relatifs aux allocations et indemnités en faveur des agents de l'État ou de certaines catégories d'entre eux, pour rassembler en son sein l'ensemble des dispositions relatives aux allocations et indemnités.

Le projet se veut ambitieux puisque l'ensemble de la réglementation relative aux allocations et indemnités, est rassemblé dans un texte réglementaire unique. Il laisse toutefois la possibilité de créer d'autres allocations ou indemnités pour certaines fonctions spécifiques.

Ce projet d'arrêté royal tantôt simplifie, tantôt modernise les allocations et indemnités telles l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure, le pécule de vacances, l'indemnité frais de séjour ou encore l'indemnité pour frais de parcours.

Il est novateur en ce qu'il crée un cadre réglementaire commun pour le paiement des allocations liées aux activités de formation ou aux prestations supplémentaires ».

2. Le projet d'arrêté royal soumis à la section de législation tend ainsi à remplacer par un dispositif unique et transversal les règles en matière d'allocations et d'indemnités en faveur des membres du personnel de la fonction publique fédérale. Pour ce faire, il procède d'abord à l'élaboration des règles communes destinées à déterminer d'une manière générale les allocations et les indemnités qui pourront être octroyées aux membres de ce personnel, les montants et les conditions d'octroi, ensuite à modifier les règles existantes pour les adapter aux nouvelles dispositions, enfin à abroger les arrêtés devenus inutiles en assortissant le projet de dispositions transitoires.

Il s'agit en effet là d'une tâche d'une grande ampleur. Au vu du nombre d'arrêtés royaux et d'arrêtés ministériels concernés, elle se révèle complexe. Dans le bref délai qui lui a été imparti, la section de législation a été dans l'impossibilité de procéder au récolement de tous les textes : pour certains, le nombre de modifications subies est très important et il n'est pas possible de garantir l'exactitude de la dernière version en vigueur, pour d'autres textes, une telle possibilité n'existe pas faute de publication au *Moniteur belge*.

À la lecture du présent avis, il appartiendra à l'auteur du texte de procéder à de nouvelles ou d'ultimes vérifications. Il s'agit en effet de s'assurer, et dans la sphère de compétence de l'autorité fédérale seulement, quelle est la dernière version correcte. Le résultat de

ces investigations conduira nécessairement l'auteur du texte à revoir de nombreuses phrases liminaires, lesquelles doivent être rédigées avec la plus grande précision surtout lorsqu'il s'agit de la modification totale ou partielle d'un article.

Outre les observations qui suivent, il est renvoyé, d'une part, aux observations finales de légistique et, d'autre part, au guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ¹.

3. Le rapport au Roi précise par ailleurs que le projet d'arrêté royal s'applique « sauf exceptions » « à l'ensemble des membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative telle que visée à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique » pour exposer ensuite, dans les grandes lignes, les modifications et nouveautés qu'apporte le dispositif.

Ce rapport au Roi est par trop succinct que pour éclairer ses destinataires quant à la portée exacte des modifications et nouveautés qu'il comporte. Lorsque, comme le précise d'ailleurs la note au Conseil des ministres du 9 décembre 2016, ce « projet se veut ambitieux puisque l'ensemble de la réglementation relative aux allocations et indemnités est rassemblée dans un texte unique », son auteur doit encore expliquer comment la situation de ses destinataires sera concernée par le nouveau dispositif : les allocations et indemnités auxquelles ils ont actuellement droit sont-elles maintenues dans leur principe et leurs modalités, sinon en quoi diffèrent-elles de ce qui est actuellement prévu, les montants perçus seront-ils modifiés et, dans l'affirmative, s'ils le sont à la baisse, des mécanismes de compensation sont-ils organisés par le texte ou d'autres dispositifs à venir ? Il conviendrait aussi d'expliquer pourquoi certaines catégories de personnel, notamment celles du personnel scientifique des établissements scientifiques, ne sont pas concernés par ce travail d'harmonisation et de simplification. Ceci s'impose d'autant plus que si le projet à l'examen se veut être l'instrument unique en matière d'allocations et indemnités des membres de la fonction publique fédérale, il laisse subsister en vertu de son article 126, pour les membres du personnel autres que ceux visés par le projet, plusieurs arrêtés spécifiques sans que la section de législation aperçoive, à défaut de précision dans le rapport au Roi, qui sont ces membres du personnel auquel ces arrêtés restent applicables. Il n'est pas certain que ce faisant, la simplification recherchée par l'auteur soit atteinte.

Le rapport au Roi sera donc développé sur plusieurs points qui seront indiqués dans les observations particulières.

4. Enfin comme corollaire à l'observation générale 2 ci-après, si l'intention de l'auteur est, ainsi qu'il ressort des articles 38, 97 et 100 du projet, d'envisager, pour certaines catégories de membres du personnel, l'adoption d'arrêtés royaux subséquents portant des allocations spécifiques, il convient, non pas comme le font les dispositions précitées, d'habiliter le Roi à les prendre mais bien plutôt d'explicitier, dans le rapport au Roi, à quelles catégories ou types de catégories de membres du personnel, l'auteur du projet entend accorder de telles allocations spécifiques et en raison de quelles particularités inhérentes aux fonctions exercées ces allocations se justifient. L'auteur du projet précisera éventuellement, dans ce même rapport au

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative ».

Roi, son intention de voir ces arrêtés délibérés en Conseil des ministres, cette condition étant effectivement de nature à mieux garantir le caractère général voire transversal des dispositifs à prendre.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. QUANT AUX DÉLÉGATIONS DE POUVOIR AU FONCTIONNAIRE DIRIGEANT OU À SON DÉLÉGUÉ

De nombreuses dispositions du projet contiennent des délégations au fonctionnaire dirigeant ou à son délégué. Dans certains cas, la délégation porte sur un pouvoir réglementaire. Le fonctionnaire dirigeant ou son délégué est, entre autres, compétent pour :

- déterminer les modalités pour l'introduction des demandes d'obtention des indemnités visées par le projet (articles 66, alinéa 1^{er}, 71, alinéa 1^{er}, 80, alinéa 1^{er}, 82, alinéa 1^{er}) ;
- fixer le mode de calcul des distances parcourues (article 73, alinéa 6, 85, § 4, 88, § 2, alinéa 4) ;
- octroyer, en cas de déplacements réguliers à l'extérieur de la résidence administrative, une indemnité forfaitaire mensuelle équivalant à un certain nombre de fois l'indemnité forfaitaire journalière accordée pour le remboursement des frais de séjour, ce nombre devant être identique pour l'ensemble des membres du personnel exerçant la même fonction au sein d'un service fédéral ou d'une partie de celui-ci (article 87, § 1^{er}) ;
- accorder aux membres du personnel qui se déplacent régulièrement à l'extérieur de la résidence administrative ou dont la résidence administrative a été fixée à leur résidence personnelle une indemnité mensuelle forfaitaire pour les coûts liés aux frais d'accès à internet et les frais liés à l'usage du téléphone ainsi que déterminer le montant de cette indemnité (article 87, § 2) ;
- accorder des allocations et des indemnités aux personnes qui n'appartiennent pas à la fonction publique fédérale et qui apportent leur concours à la formation et au perfectionnement des agents des administrations de l'État ainsi que déterminer le montant de ces allocations et indemnités (article 103).

L'attribution d'un pouvoir réglementaire à un fonctionnaire qui n'est pas politiquement responsable devant une assemblée démocratiquement élue n'est en principe pas admissible dès lors qu'elle porte atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et à celui de la responsabilité politique des ministres. Une telle délégation ne peut être acceptée que lorsqu'il s'agit de mesures ayant une portée limitée et technique ou lorsque les mesures se rapportent à l'organisation du service². Il n'est pas établi que les délégations prévues par les dispositions en projet puissent être toutes considérées comme des mesures de ce type.

² La section de législation s'est exprimée dans le même sens dans l'avis 59.933/1/V donné le 7 septembre 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 29 septembre 2016 'modifiant l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant les modalités de fonctionnement'.

Il appartient, en tout cas, à l'auteur du projet d'expliquer les raisons pour lesquelles des mesures qui jusque là étaient prévues par des arrêtés royaux ou ministériels sont devenues à ce point techniques qu'elles doivent désormais être adoptées par un fonctionnaire ainsi que de s'assurer que les délégations consenties ne portent que sur des mesures accessoires ou de détail et ne comportent aucun choix politique.

2. QUANT AUX ALLOCATIONS ET INDEMNITÉS SPÉCIFIQUES

Dans les articles 38 à 41 et 97 à 100, l'auteur du projet autorise le Roi à instituer des allocations et des indemnités spécifiques.

Ces dispositions n'ont guère de sens, dès lors que le Roi n'a pas besoin de s'habiliter Lui-même pour modifier ou compléter un arrêté qu'il a adopté.

Les articles 38 à 41 et 97 à 100 ainsi que l'article 125 seront par conséquent omis et les dispositions qui y renvoient seront revues en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Dans le préambule, les actes de droit interne et les articles qui constituent le fondement juridique de l'arrêté doivent être mentionnés avant les actes de droit interne qui sont modifiés ou abrogés par l'arrêté.

2. À l'alinéa 2, il convient de mentionner, comme fondement juridique, la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' en son article 11, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et non l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2.

3. À l'alinéa 3, l'article 1^{er}, 3^o, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique' ne doit pas être cité comme fondement juridique du projet d'arrêté, puisque celui-ci n'exécute pas cette disposition légale et que celle-ci ne contient aucune habilitation. En revanche, il faut bien mentionner comme fondement juridique pour les agents contractuels, l'article 4, § 2, 1^o, de la loi du 22 juillet 1993.

4. À l'alinéa 4, il convient de mentionner, comme fondement juridique, l'article 8, § 3, alinéa 2³, de la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public'.

5. L'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47

³ L'article 8, § 3, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public' dispose qu'« En cas de survenance de circonstances imprévisibles nécessitant des mesures urgentes, les repos compensatoires [...] peuvent être remplacés par une compensation financière moyennant l'accord du travailleur ».

de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', confirmé par la loi du 12 décembre 1997, figurant à l'alinéa 22, doit être mentionné comme un alinéa 3 nouveau, à titre de fondement légal ⁴.

6. Il convient de viser, au titre d'actes abrogés :

- l'arrêté royal du 30 juin 1988 'relatif à l'octroi d'indemnités forfaitaires pour frais de séjour au personnel d'inspection du service du contrôle administratif de l'institut national d'assurance maladie-invalidité' (abrogé par l'article 120, 5°, du projet) ;
- l'arrêté royal du 11 octobre 1997 'relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais d'accès au réseau internet à certains agents de l'institut national d'Assurance maladie-invalidité' (abrogé par l'article 120, 9°, du projet) ;
- l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'concernant le calcul de l'indemnité kilométrique, pour les membres du personnel du Service public fédéral Finances, pour les déplacements de service ayant pour point de départ et/ou de retour la résidence habituelle du membre du personnel' (abrogé par l'article 120, 19°, du projet).

7. À l'alinéa 27, il faut mentionner l'arrêté royal du 22 novembre 2006 'relatif au télétravail et au travail en bureau satellite dans la fonction publique fédérale administrative' avec son intitulé tel que modifié par l'arrêté royal du 9 mars 2017.

8. Il convient enfin d'omettre du préambule l'arrêté ministériel du 9 janvier 1975 'remplaçant l'arrêté ministériel du 9 avril 1957 qui fixe le montant des indemnités à accorder aux fonctionnaires et agents chargés de donner des cours et conférences au personnel des établissements pénitentiaires'. Cet acte n'est ni abrogé, ni modifié par les dispositions en projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} détermine le champ d'application de l'arrêté royal en projet.

Le paragraphe 1^{er} exclut le personnel scientifique des établissements scientifiques. Cette exclusion entre en contradiction avec l'article 52, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 février 2008 'fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques fédéraux' qui dispose que « [s]ans préjudice des dispositions du présent statut, les agents scientifiques auxquels il est applicable, sont soumis aux prescriptions qui régissent les agents de l'État en ce qui concerne [...] les allocations, indemnités et primes de nature interdépartementale à l'exception de la prime de développement des compétences ». En toute hypothèse, cette exclusion soulève la question d'une éventuelle différence de traitement contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

⁴ et non à titre d'acte modifié, comme le fait l'arrêté en projet.

Par ailleurs, il convient que le rapport au Roi précise les raisons objectives pour lesquelles les membres du personnel visés au paragraphe 3 du projet sont exclus des allocations de garde, des allocations pour prestations irrégulières et des allocations de travail par équipes successives. Il est indiqué de mentionner, dans le rapport au Roi, les dispositifs prévoyant de telles allocations et qui leur seraient déjà applicables ⁵.

Le paragraphe 4 étend, pour l'octroi de l'allocation linguistique, le champ d'application de l'arrêté en projet aux « membres des cellules stratégiques, de la cellule de Coordination Générale de la Politique, des cellules de Politique générale et des secrétariats des ministres et des secrétaires d'État ». Ceux-ci ne seraient, dès lors, pas considérés comme étant « membres du personnel de la fonction publique fédérale » au sens du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}. Certes, l'article 2, 7^o, définit le « membre du personnel » comme « tout travailleur au sein d'un service fédéral » ce qui tend à exclure les membres des cellules et secrétariats précités. Cependant, comme le prévoit l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 ⁶, ces personnes peuvent « [appartenir] à la fonction publique fédérale » et, à ce titre, percevoir certaines allocations ou indemnités visées par les dispositions en projet, tels le « pécule de vacances et [...] l'allocation de fin d'année ».

Si l'intention de l'auteur du projet est d'exclure ces personnes du champ d'application du texte en projet, il conviendrait de le préciser expressément et de vérifier si celles-ci peuvent, à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, encore se prévaloir d'un fondement réglementaire à l'obtention des allocations et indemnités qu'elles percevaient jusque là.

Si l'intention est de ne pas exclure les membres des cellules et secrétariats précités qui « appartiennent à la fonction publique fédérale », il s'indique de remplacer le paragraphe 4 par le texte suivant :

« Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les dispositions du titre II relatives à l'allocation linguistique sont également applicables aux membres des cellules stratégiques, de la cellule de Coordination Générale de la Politique, des cellules de Politique générale et des secrétariats des ministres et des secrétaires d'État qui n'appartiennent pas à la fonction publique fédérale ».

Il convient également de modifier, à l'article 2, 7^o, la définition du « membre du personnel » de la manière suivante :

« membre du personnel : tout travailleur appartenant à un service fédéral ».

⁵ Dans son avis n° 52.616/2 du 14 janvier 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 11 février 2013 'octroyant une allocation aux membres du personnel de la fonction publique fédérale administrative qui effectuent certaines prestations', la section de législation du Conseil d'État a déjà émis une observation semblable par rapport aux mêmes types de catégories de personnel exclus du bénéfice de ces trois types d'allocations <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52616.pdf>.

⁶ Arrêté royal du 19 juillet 2001 'relatif à l'installation des organes stratégiques des services publics fédéraux et relatif aux membres du personnel des services publics fédéraux désignés pour faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région'.

Article 2

1. À l'alinéa 1^{er}, 1°, la définition ne reprend pas les organismes fédéraux qui sont visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public' mais pas à l'article 1^{er}, 3°, de la loi du 22 juillet 1993 'portant certaines mesures en matière de fonction publique'.

Interrogé à ce propos, le délégué a fait valoir :

« Les organismes d'intérêt public fédéraux sont seulement ceux visés à l'article 1^{er}, 3°, de la loi du 22 juillet 1993 car c'est seulement ceux-là qui suivent la réglementation applicable aux agents de l'État (AR du 2 octobre 1937 dit Arrêté Camu et tout le reste).

L'énumération prévue dans l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 est beaucoup plus large. Si on s'y référait, on reprendrait donc des organismes qui ne sont pas soumis au statut des agents de l'État.

Pour information, la définition du 'service fédéral' est identique à celle que nous avons déjà utilisée dans d'autres arrêtés (par exemple l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ou l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale) ».

Ces explications mériteraient de figurer dans le rapport au Roi.

2. À l'alinéa 1^{er}, 3°, la définition n'est pas nécessaire. Outre le fait qu'elle manque de clarté, elle vise une notion qui soit est utilisée à mauvais escient dans le dispositif du projet, soit n'est reprise que dans l'intitulé d'arrêtés royaux auxquels ce dispositif se réfère.

3. À l'alinéa 1^{er}, 6°, la définition sera omise dès lors qu'elle correspond au sens usuel du mot.

4. À l'alinéa 1^{er}, 12°, comme le relève l'Inspecteur des Finances, la définition du fonctionnaire dirigeant ne permet pas de couvrir avec précision toutes les situations rencontrées. La définition sera complétée afin de pouvoir s'appliquer, le cas échéant, à des services qui dépendent des services publics fédéraux, comme les services administratifs à comptabilité autonome.

5. À l'alinéa 1^{er}, 16°, il convient d'utiliser la notion d'« horaire » de travail plutôt que celle de « calendrier » de travail.

La même observation vaut pour la suite du projet.

6. À l'alinéa 1^{er}, 19°, la définition peut être omise dès lors qu'elle correspond au sens usuel du mot.

7. À l'alinéa 1^{er}, 24°, il y a une différence entre le texte français et néerlandais. Il y a lieu d'écrire en français « exerce principalement sa fonction ».

8. À l'alinéa 2, il y a lieu de renvoyer, pour l'expression « membre du personnel », aux seuls points 7°, 8° et 10° de l'alinéa 1^{er}.

Article 4

À l'alinéa 3, cette précision va de soi et sera omise.

Article 7

L'utilisation indifférente des mots « interruption », « suspension » « charges supportées » est ambiguë et, ce faisant, la disposition manque de portée et même de sens ; celle-ci sera revue.

Article 10

Il y a lieu d'ajouter « ou frais » après les termes « pour les mêmes prestations ».

Article 11

Le paragraphe 1^{er} renvoie aux « chapitres II et III du Titre III » pour viser les frais de parcours et les frais de séjour. Or, ces indemnités sont traitées aux chapitres II et IV.

Article 12

Il convient de remplacer la « loi du 27 novembre 1969 » par la « loi du 27 juin 1969 ».

Article 14

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il y a lieu de définir la prime de développement de compétences ou, à tout le moins, de renvoyer aux dispositions qui l'institue, soit l'article 36^{ter}, §§ 1^{er} à 3, et 5 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 'fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs services publics fédéraux' ainsi que l'article 36, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale'.

La même observation vaut pour l'article 17, § 2, alinéa 3.

Article 19

À l'alinéa 2, les mots « de même sexe ou de sexe différent » peuvent être omis.

Article 23

Cette disposition gagnerait à prévoir les modalités de demande et d'attribution de l'allocation de direction, laquelle n'est pas octroyée d'office.

La même observation vaut pour l'article 37 qui concerne l'attribution de l'allocation pour activité de formation.

Article 26

Au paragraphe 1^{er}, il est question de « jours calendriers ». Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise et compte tenu des définitions données à l'article 2, 15°, 16° et 17°, il y a lieu d'écrire ici « jours », tout simplement.

Article 46

Le rapport au Roi précisera quelles sont les catégories de membres du personnel ainsi visées : la disposition est en effet à ce point large qu'elle pourrait aboutir à mettre à néant la portée de la section (et non chapitre) instaurant l'allocation de garde.

Article 47

Dans le texte français, le mot « normal » plutôt qu'« ordinaire » sera préféré s'agissant d'un horaire de travail.

Il en va de même pour les articles 48 à 50 du projet.

La référence faite aux articles 45 et 46, à l'article 47, alinéa 5, 1°, paraît erronée. Ne s'agit-il pas en réalité d'exclure les membres du personnel en garde active ou passive et donc de faire référence aux articles 42 et 43 ?

Article 48

Les mots « sauf décision expresse contraire » seront plus judicieusement remplacés par ceux de « sauf décision en sens contraire », cette décision devant être motivée et donc, sous cet angle, comporter expressément la dérogation octroyée qui respectera par ailleurs le principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 51

La section de législation n'aperçoit pas la raison de préciser « y compris le rythme rotatif ». Le rapport au Roi expliquera plus concrètement cette notion, le cas échéant, au moyen d'un exemple.

Article 53

À l'alinéa 2, il convient de ne pas écrire le texte en italique.

Article 63

La question se pose également de savoir pourquoi utiliser la notion de « lieu de travail » qui n'est pas définie par le projet plutôt que celle de « résidence administrative » qui l'est à l'article 2, alinéa 1^{er}, 24^o, du projet.

S'il semble en l'occurrence que le « lieu de travail » occasionnel (tenue d'une réunion de travail à un autre endroit que la résidence administrative ou « lieu des prestations de service » comme précisé à l'article 73, alinéa 6) puisse justifier le recours à ces mots, il serait préférable, dans un souci de complétude, de les définir à l'article 2 du projet. L'article 11, § 2, du projet envisage d'ailleurs une hypothèse qui se rapproche de celle envisagée par les articles 63 et 73, alinéa 6, du projet mais sans qu'une cohérence de bon aloi entre ces différentes dispositions soit organisée.

La même observation vaut pour la suite du projet chaque fois que les mots « lieu de travail » sont utilisés sans sembler établir une distinction pertinente avec la notion de « résidence administrative ».

Par ailleurs, la notion de « résidence » au sens de résidence « privée » ou « personnelle » c'est-à-dire celle du membre du personnel y est utilisée pour déterminer le point de départ et de retour de celui-ci pour l'octroi de l'indemnité pour frais de déplacement. En tout état de cause, dans le texte néerlandais, le mot « verblijfplaats » remplacera celui de « woonplaats ». La même notion sera également utilisée en ce qui concerne l'octroi des frais de parcours à l'article 73. Ne conviendrait-il pas que le membre du personnel fasse, pour l'ensemble des dispositions relatives aux frais de déplacement et de parcours, le choix de cette résidence ?

Article 65

Cette disposition prévoit les hypothèses dans lesquelles la gratuité de l'utilisation des transports en communs publics (article 63) peut se cumuler avec « une intervention pour l'usage d'un moyen de transport personnel ». Cette dernière notion est empruntée à l'arrêté royal

du 3 mai 2007⁷ alors que l'article 64 du projet lui préfère les termes d'« indemnité compensatoire » dont il détermine le montant.

Pour éviter les confusions et bien faire comprendre qu'il s'agit de la même indemnité que celle visée à l'article 64, l'article 65 devrait employer les termes d'« indemnité compensatoire » et renvoyer à l'article 64 qui en définit le montant.

Article 66

1. À l'alinéa 1^{er}, première phrase, il convient de remplacer les termes « le membre du personnel intéressé » par « le membre du personnel ».

2. À l'alinéa 1^{er}, dernière phrase, il est préférable d'écrire pour une meilleure compréhension :

« Sans préjudice de l'article 6, la demande indique l'itinéraire entre la résidence et le lieu de travail, les raisons de l'impossibilité d'utiliser les transports en commun public et les dates de ces déplacements ».

La section de législation se demande également s'il n'y a pas lieu d'insérer dans la disposition la notion de « période de déplacement ».

Article 67

La section de législation se demande, pourquoi utiliser les mots de « moyen de transport personnel » à l'article 67, ceux de « véhicule motorisé personnel » à l'article 69 et de « véhicule personnel » aux articles 71, 73, 76 et 78. S'il s'agit de la même hypothèse, il y a lieu d'utiliser une terminologie uniforme et les mots « véhicule personnel » seront préférés en insérant la définition qui en est donnée à l'article 73, alinéa 2, la première fois que la notion est utilisée en ce sens.

Par ailleurs, l'attention de l'auteur est attirée sur le fait qu'il existe de plus en plus de formules de véhicules partagés. En tout état de cause, l'auteur du projet utilisera une terminologie uniforme.

Article 68

Par souci de cohérence, il faut remplacer les termes « dans l'exercice de sa fonction » par les termes « à l'occasion de l'exercice de sa fonction » qui est l'expression employée à l'article 5 (principes généraux) pour définir la notion d'« indemnité ».

⁷ Arrêté royal du 3 mai 2007 'portant sur la prise en charge des frais de déplacement par les transports publics de la résidence du lieu de travail des membres du personnel fédéral par l'État et certains organismes d'intérêt public fédéraux'. L'article 114 du projet modifie l'arrêté royal du 3 mai 2007 pour exclure de son champ d'application les membres du personnel visés à l'article 1^{er} du projet.

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 69

Au 2°, il y a lieu de préciser, à l'instar de ce que prévoit l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 'portant réglementation générale en matière de frais de parcours'⁸, que l'autorisation de déplacement peut être générale lorsque la nature même de la fonction du membre du personnel implique des déplacements réguliers. L'hypothèse de « déplacements réguliers » est d'ailleurs expressément prévue par l'arrêté en projet :

- l'article 72, alinéa 2, prévoit que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut octroyer un abonnement au membre du personnel qui doit effectuer plusieurs fois par semaine des déplacements pour les besoins du service ;
- l'article 73, alinéa 3, prévoit que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut accorder une indemnité pour l'utilisation du véhicule personnel même si les déplacements ont lieu à l'intérieur de l'agglomération/commune de la résidence administrative lorsque le membre du personnel est appelé à se déplacer régulièrement.

Article 70

Par souci de cohérence et de simplification, il convient de remplacer les termes « frais liés aux déplacements pour les besoins du service » par l'expression « frais de parcours », dont il est déjà précisé aux articles 68 et 69 qu'il s'agit de frais de déplacements pour les besoins du service.

La même observation vaut pour la suite du projet.

Par ailleurs, la question se pose de savoir comment le fonctionnaire dirigeant ou son délégué est supposé satisfaire à l'obligation prévue par la disposition ; le rapport au Roi précisera les intentions de l'auteur à ce sujet.

Article 71

1. L'alinéa 2 prévoit que « Sans préjudice de l'article 6, la demande d'obtention de l'indemnité indique la date du déplacement, la raison du déplacement, ainsi que l'itinéraire ». Cette disposition semble peu adaptée à l'hypothèse du membre du personnel qui effectue des déplacements réguliers pour les besoins du service (hypothèse envisagée par les articles 72, alinéa 2, et 73, alinéa 3, du projet).

La même observation vaut pour la suite du projet.

⁸ Modifié par le présent projet. L'article 105 du projet modifie l'arrêté royal 18 janvier 1965 pour exclure de son champ d'application les membres du personnel visés à l'article 1^{er} du projet.

2. Il convient d'omettre l'alinéa 4 qui reproduit le contenu de l'alinéa 1^{er}.

Article 72

1. Aux alinéas 1^{er} et 3, dans un souci de cohérence, il faut, remplacer les mots « frais de déplacement » par les termes « frais de parcours ».

La même observation vaut pour l'article 73, alinéa 1^{er}.

2. À l'alinéa 3, dans le texte français, il convient de remplacer les termes « personne avec un handicap » par les mots « personne handicapée », qui est la notion définie à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 6 octobre 2005⁹ auquel renvoie la disposition en cause.

Article 75

L'auteur du texte veillera à justifier, dans le rapport au Roi, que le fonctionnaire dirigeant ou son délégué puisse refuser le remboursement des frais liés à l'utilisation du véhicule personnel « lorsque les transports en commun sont suffisants pour exécuter efficacement les missions confiées au membre du personnel » alors que cette utilisation fait l'objet d'une autorisation expresse préalable (article 73, alinéa 5).

Le renvoi à l'article 11, § 2, est incompréhensible.

Article 87

1. Le paragraphe 2 doit être réécrit à la suite des explications données par le délégué quant à la portée du dispositif en cause :

« a) [L'indemnité forfaitaire pour les coûts liés aux frais d'accès à internet et les frais liés à l'usage du téléphone] est accordée indépendamment de l'octroi d'une indemnité forfaitaire mensuelle de séjour accordée en vertu du paragraphe 1^{er}. Si la version FR nous semble claire ('Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que lorsque la résidence administrative a été fixée à la résidence du membre du personnel...'), la version NL prête effectivement à confusion puisqu'elle donne l'impression de devoir cumuler les 2 hypothèses. Nous allons revoir la traduction afin de supprimer toute ambiguïté.

b) Le montant ne peut pas se cumuler avec le montant prévu avec l'article 96. Dans tous les cas, l'article 10 du projet doit pouvoir s'appliquer (Art 10. Le bénéfice des allocations et indemnités du présent arrêté n'est pas cumulable avec le bénéfice de tout autre avantage ou indemnité pour les mêmes prestations).

c) Le montant supérieur à celui fixé à l'article 96 se justifie par le fait qu'en exerçant une fonction itinérante ou en ayant sa résidence administrative fixée à sa résidence, le membre du personnel est amené à devoir utiliser beaucoup plus fréquemment son téléphone et sa connexion internet à des fins professionnelles. Nous ne pouvons

⁹ Arrêté royal du 6 octobre 2005 'portant diverses mesures en matière de sélection comparative de recrutement et en matière de stage'.

fournir aucune explication technique sur le montant 3 fois supérieur à celui fixé à l'article 96, la fixation de ce montant résultant d'une décision du cabinet. Nous lirons attentivement la remarque du Conseil d'État sur ce point ».

Contrairement à ce qu'affirme le délégué, il convient également de modifier la version française du texte, en ce qu'il fait état d'une indemnité qui vient « compléter » l'indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de séjour prévue par l'article 87, § 1^{er}.

Pour bien faire comprendre que l'indemnité forfaitaire pour les coûts liés aux frais d'accès à internet et les frais liés à l'usage du téléphone constitue, comme le souligne le délégué, une indemnité indépendante de celle qui est accordée en vertu de l'article 87, § 1^{er}, il convient de reprendre le contenu du paragraphe 2 dans un article distinct, qui pourrait être rédigé de la manière suivante :

« Dans le cas visé à l'article 87 ou si, en application de l'article 11, § 1^{er}, la résidence administrative est fixée au lieu de résidence du membre du personnel, le fonctionnaire dirigeant peut décider d'accorder une indemnité forfaitaire mensuelle pour les coûts liés aux frais d'accès à Internet et les frais liés à l'usage du téléphone.

Le montant de cette indemnité qui est fixé par le fonctionnaire dirigeant ne peut être supérieur à trois fois le montant défini à l'article 96, alinéa 2 ».

2. Par ailleurs, dans un souci de transparence et de bonne compréhension du dispositif par leurs destinataires, le rapport au Roi explicitera quels sont les éléments qui ont mené l'auteur du projet à fixer le montant maximum de l'indemnité forfaitaire à « 3 fois le montant fixé à l'article 96, alinéa 2 ».

Une observation similaire vaut pour la fixation à vingt euros par mois du montant maximum de l'indemnité octroyée en cas de télétravail en application de l'article 96 du projet.

Article 88

Au paragraphe 2, 2^o, il convient de remplacer les mots « service public fédéral » par l'expression « service fédéral » définie à l'article 2, 1^o, du projet.

Article 89

S'agissant de l'indemnité pour frais de séjour à l'étranger, le projet se réfère « aux dispositions réglementaires applicables aux délégués et agents qui relèvent du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ». Ces dispositions réglementaires figurent actuellement dans l'arrêté ministériel du 29 mars 2016¹⁰, pris en exécution d'un arrêté du Régent du 29 avril 1948 'donnant délégation au Ministre des

¹⁰ Arrêté ministériel du 29 mars 2016 'portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales'.

Affaires étrangères pour accorder aux agents qui exercent leurs fonctions en Belgique ou à l'étranger, des indemnités destinées à compenser les charges exceptionnelles qu'ils supportent dans l'intérêt du service ou du commerce national'.

Si l'intention de l'auteur du projet est de calquer l'indemnité pour frais de séjour à l'étranger sur celle qui est prévue par l'arrêté ministériel du 29 mars 2016, il conviendrait d'indiquer que l'indemnité forfaitaire de frais de séjour à l'étranger est également accordée au membre du personnel qui siège dans des commissions internationales. Cette hypothèse n'est reprise qu'à l'article 91, alinéa 1^{er}, du projet relatif à l'indemnité complémentaire pour couvrir les frais de logement.

L'article 89 pourrait donc être rédigé de la manière suivante :

« Art. 89. Une indemnité forfaitaire pour frais de séjour est accordée au membre du personnel qui est chargé par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué d'une mission de service à l'étranger ou qui siège dans des commissions internationales ».

Article 90

1. Aux alinéas 1^{er} et 3, de la version française, dans un souci de clarté et de cohérence, il serait préférable de se référer « aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement » qui est la terminologie exacte employée par l'arrêté ministériel du 29 mars 2016 ainsi que par les réglementations précédentes ayant le même objet ¹¹. La version néerlandaise du texte reprend, quant à elle, précisément les termes de l'arrêté ministériel précité.

2. À l'alinéa 3, le mot « révision » sera par ailleurs préféré, dans la version française et conformément à la version néerlandaise du texte, à celui de « réactualisation ».

La même observation vaut pour l'article 91, alinéa 4, du projet.

3. À l'alinéa 4, il convient de remplacer les termes « service public fédéral » par l'expression « service fédéral » définie à l'article 2, 1^o, du projet.

Article 91

Aux alinéas 2 et 4, il convient, dans la version française, de remplacer les termes « délégués et agents » par « représentants et fonctionnaires », pour les motifs déjà exposés (Voir l'observation sous l'article 90 ci-dessus).

¹¹ Voir par exemple : l'arrêté ministériel du 23 mars 2015 'portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales', *Moniteur Belge*, 30 mars 2015 ; l'arrêté ministériel du 13 mars 2014 'portant l'établissement d'indemnités de séjour octroyées aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement qui se rendent à l'étranger ou qui siègent dans des commissions internationales', *Moniteur Belge*, 27 mars 2014.

Articles 102 à 104

Les prestations qu'entendent régir les dispositions de l'arrêté royal du 12 octobre 1964 'fixant la rétribution des personnes qui prêtent leur concours à la formation et au perfectionnement du personnel de l'État' constituent des marchés de services soumis à la législation et à la réglementation sur les marchés publics ¹².

Article 106

Le Gouvernement fédéral n'est pas compétent pour fixer le statut des gouverneurs de province, de l'adjoint du gouverneur de la province du Brabant-flamand, du gouverneur et du vice gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', les régions sont seules compétentes en matière de législation organique des pouvoirs locaux ¹³.

Le ministère de la Défense n'est plus dirigé par un « Secrétaire général ».

Le maximum autorisé, dont il est question à l'article 16, alinéa 3, en projet, n'est pas fixé par l'arrêté en projet.

Article 109

Au 1^o, l'auteur du projet vérifiera que les mots à remplacer sont correctement identifiés.

Article 113

Il faut indiquer, comme intitulé exact, l'arrêté royal du 22 novembre 2006 'relatif au télétravail et au travail en bureau satellite dans la fonction publique fédérale administrative'.

Article 114

Il convient de préciser que c'est l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} qui est modifié.

¹² Voir notamment la loi du 15 juin 2006 'relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services' et la loi du 17 juin 2017 'relative aux marchés publics', laquelle entre en vigueur, en grande partie, le 30 juin 2017.

¹³ Voir en ce sens l'avis 44.148/4 donné le 17 mars 2008 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 'fixant le statut des gouverneurs de province' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44148.pdf>) et l'avis 36.444/3 donné le 10 février 2004 sur un projet d'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2004 'tot vaststelling van het statuut van de provinciegouverneurs en de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/36444.pdf>).

Article 115

Il y a lieu de renvoyer, pour l'expression « membre du personnel », aux seuls points 6°, 7° et 9° de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 'relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale' qui, seuls, contiennent cette expression.

Article 116

L'article 36 en projet doit renvoyer aux dispositions de l'arrêté royal 'fixant les allocations et indemnités des membres de la fonction publique fédérale' permettant de calculer l'allocation de départ.

Article 117

Il y a lieu de renvoyer, pour l'expression « membre du personnel », aux seuls points 5°, 6° et 8° de l'alinéa 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale' qui, seuls, contiennent cette expression.

Article 120

Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si celui-ci assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations en vigueur, notamment quant aux nombreuses abrogations auxquelles il est procédé. Plus précisément, il convient de régler le sort à réserver aux dispositions de réglementations toujours en vigueur qui renverraient aux arrêtés royaux et ministériels abrogés par le présent projet.

Article 121

Dans le rapport au Roi, il est indiqué ce qui suit :

« Une disposition transitoire est prévue pour les membres du personnel qui bénéficiaient d'une prime de direction avant l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté leur permettant de conserver leur prime aux conditions réglementaires antérieures. Le montant de l'allocation des membres du personnel du niveau D est toutefois également fixé à 1.000 EUR ».

Il s'agit non pas tant de maintenir, pour ces membres du personnel, l'application des règles anciennes mais de leur permettre de continuer à percevoir le montant de l'allocation qu'ils reçoivent actuellement.

Ce type de disposition s'apparente donc plus à une clause de sauvegarde qu'à une mesure transitoire.

Dans un souci de clarté, il faudrait préciser que les membres du personnel concernés continuent de bénéficier du « montant » de leur allocation. Il conviendrait également d'indiquer si cette allocation bénéficie d'un régime d'indexation, que ce soit sur la base de l'ancienne ou de la nouvelle réglementation.

Article 122

Dans le rapport au Roi, il est indiqué ce qui suit :

« Enfin, l'allocation de projet définie dans l'arrêté royal du 2 août 2007 accordant une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics est abrogée. Toutefois, une disposition transitoire est prévue pour les membres du personnel qui en bénéficiaient à l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté royal leur permettant de la conserver jusqu'au terme du projet ».

Il s'agit non pas tant de maintenir, pour ces membres du personnel, l'application des règles anciennes mais de leur permettre de continuer à percevoir le montant de l'allocation qu'ils reçoivent actuellement.

Ce type de disposition s'apparente donc plus à une clause de sauvegarde qu'à une mesure transitoire.

Dans un souci de clarté, il faudrait préciser que les membres du personnel concernés continuent de bénéficier du « montant » de leur allocation. Il conviendrait également d'indiquer si cette allocation bénéficie d'un régime d'indexation.

Article 124

Les arrêtés royaux et ministériels mentionnés dans cette disposition ne portent pas tous sur des membres du personnel qui exercent des fonctions itinérantes et bénéficient d'une indemnité forfaitaire mensuelle¹⁴.

Si l'intention de l'auteur du projet est de limiter le champ d'application de la disposition transitoire aux membres du personnel qui exercent des fonctions itinérantes, il conviendrait de définir cette notion.

Dans le rapport au Roi, il est indiqué ce qui suit :

« Ce socle réglementaire commun¹⁵ implique l'abrogation de toutes les réglementations spécifiques prises par les départements et visant le même objet. Toutefois, les membres du personnel qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, exercent des fonctions itinérantes et bénéficient d'une indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de séjour ou frais de tournée sur base d'une réglementation abrogée, continuent de bénéficier du montant de cette indemnité si le montant de l'indemnité forfaitaire mensuelle fixé par le fonctionnaire dirigeant est moins favorable ».

¹⁴ Voir, à titre d'exemple, les arrêtés ministériels visés à l'article 120, 31° et 32°.

¹⁵ Il s'agit des dispositions du projet relatives à l'indemnité pour frais de séjour.

Il s'agit non pas tant de maintenir, pour ces membres du personnel, l'application des règles anciennes mais de leur permettre de continuer à percevoir le montant de l'allocation qu'ils reçoivent actuellement.

Ce type de disposition s'apparente donc plus à une clause de sauvegarde qu'à une mesure transitoire.

Dans un souci de clarté, il faudrait préciser que les membres du personnel concernés continuent de bénéficier du « montant » de leur indemnité. Il conviendrait également d'indiquer si cette indemnité bénéficie d'un régime d'indexation, que ce soit sur la base de l'ancienne ou de la nouvelle réglementation.

Article 126

L'auteur du projet est invité à justifier le régime dérogatoire qu'il institue dans cette disposition.

Article 127

Cette disposition ne peut être qualifiée de disposition transitoire mais de disposition modificative. Elle modifie d'autres actes réglementaires, pour exclure du champ d'application de ces derniers les membres du personnel visés à l'article 1^{er} du projet. Par souci de sécurité juridique, il convient de modifier directement chacun de ces arrêtés royaux et arrêtés ministériels.

Par ailleurs, dans la phrase liminaire, les mots « visés au présent arrêté » sont inutiles dès lors que la notion de membre du personnel est définie à l'article 2.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Le texte sera soigneusement relu du point de vue de l'orthographe et de la syntaxe. À titre d'exemples, la section de législation relève notamment ce qui suit :

- À l'article 4, alinéa 4, il y a lieu d'écrire dans la version française « pris » au lieu de « prises » ;
- À l'article 5, il y a lieu d'écrire dans la version française « considérés » au lieu de « considérées » ;
- À l'article 22, alinéa 2, dans la version française le mot « nombre » est mal orthographié ;
- À l'article 25, il convient d'écrire « allocation de direction » ;
- À l'article 58, les mots « l'examen prévu à » seront insérés entre les mots « ayant réussi » et « l'article 7 » ;

- À l'article 66, alinéa 2, a), il faut remplacer « articles 64 et 65 » par « articles 64, alinéa 1^{er}, 10°, et 65 » et à l'alinéa 2, b), il y a lieu de remplacer dans la première phrase, le mot « paragraphe » par le mot « alinéa » ;
- À l'article 85, § 2, alinéa 2, il convient de remplacer le groupe verbal « auraient été remplies » par « eussent été remplies » ; la locution « pour autant que » impose toujours l'emploi du subjonctif ;
- À l'article 87, § 1^{er}, alinéa 5, il faut écrire dans la version française « jours » au pluriel dans la première occurrence et « jours » à la place de « jous » dans la deuxième ;
- Au même alinéa, la version néerlandaise sera également revue et le mot « vankantieverlof » sera remplacé par « vakantieverlof ».

2. Il convient d'identifier avec précision chaque acte abrogé ou modifié en mentionnant les modifications encore en vigueur qu'il a subies. Pour les articles, il faut, le cas échéant, mentionner en outre l'acte qui l'a inséré ou rétabli ¹⁶⁻¹⁷. Le projet contient, à cet égard, de nombreuses erreurs et devra être revu (articles 102 à 120).

3. À la suite des observations formulées, il appartient à l'auteur du texte de s'assurer de la cohérence des renvois internes. À cette occasion, il omettra l'expression « du présent arrêté » là où elle est inutile, comme aux articles 125 et 126.

4. Les titres et les chapitres seront numérotés en chiffres arabes comme la section de législation le rappelle fréquemment ¹⁸.

*

¹⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 113 et 137.

¹⁷ Il est renvoyé sur ce point aux observations préalables.

¹⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n^o 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Het verslag aan de Koning bevat de volgende uitleg over het doel dat met het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit nagestreefd wordt:

“Het ontwerp van koninklijk besluit (...) kadert binnen de harmonisering en de vereenvoudiging van het statuut, daar het de verschillende koninklijke en ministeriële besluiten betreffende de toelagen en vergoedingen ten gunste van het rijkspersoneel of van bepaalde categorieën ervan opheft en in mindere mate wijzigt om alle bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen te bundelen.

Het ontwerp streeft ernaar ambitieus te zijn, want de hele reglementering betreffende de toelagen en vergoedingen is gebundeld in één reglementaire tekst. Toch laat het de mogelijkheid om andere toelagen of vergoedingen te creëren voor een aantal specifieke functies.

Dit ontwerp van koninklijk besluit vereenvoudigt de toelagen en vergoedingen in een aantal gevallen en moderniseert ze in een aantal andere gevallen, zoals de toelage voor de uitoefening van een hogere functie, het vakantiegeld, de vergoeding voor verblijfskosten of de vergoeding voor reiskosten.

Het is vernieuwend omdat het een gemeenschappelijk reglementair kader creëert voor de betaling van de toelagen verbonden aan de opleidingsactiviteiten of de bijkomende prestaties.”

2. Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, strekt er dus toe de regels inzake toelagen en vergoedingen ten gunste van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt te vervangen door één enkele algemeen geldende regeling. Te dien einde worden bij het ontwerp eerst de gemeenschappelijke regels vastgesteld waarmee op algemene wijze bepaald kan worden welke toelagen en vergoedingen aan de leden van dat personeel toegekend zullen kunnen worden, hoeveel ze bedragen en onder welke voorwaarden ze toegekend worden, worden voorts de bestaande regels gewijzigd om ze aan te passen aan de nieuwe bepalingen en worden ten slotte de besluiten opgeheven die overbodig geworden zijn, terwijl in het ontwerp eveneens overgangsbepalingen opgenomen worden.

Dat is inderdaad een omvangrijke taak. Gelet op het grote aantal koninklijke en ministeriële besluiten waarop het ontwerp betrekking heeft, blijkt het ook een complexe taak te zijn. Binnen de korte termijn die haar toegemeten was, is het voor de afdeling Wetgeving niet mogelijk geweest alle teksten te verifiëren: in bepaalde teksten zijn zeer veel wijzigingen aangebracht waardoor niet gegarandeerd kan worden dat de laatste versie waarnaar verwezen

wordt de juiste is, andere teksten kunnen niet geverifieerd worden omdat ze niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn.

Bij het lezen van het voorliggende advies dient de steller van het ontwerp de teksten opnieuw of nog een laatste keer te verifiëren. Het komt er immers op aan zich er van te vergewissen wat de juiste laatste versie is en alleen wat de aangelegenheden betreft die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen. Wat dat verificatiewerk oplevert, zal de steller van het ontwerp er noodzakelijkerwijze toe brengen heel wat inleidende zinnen te herzien, aangezien zij zo nauwkeurig mogelijk opgesteld moeten worden, vooral wanneer het gaat om de volledige of gedeeltelijke wijziging van een artikel.

Los van de hiernavolgende opmerkingen, wordt ook verwezen naar de wetgevingstechnische slotbepalingen enerzijds en naar de handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten anderzijds.¹

3. In het verslag aan de Koning staat daarenboven dat het ontwerp van koninklijk besluit “[b]ehoudens uitzonderingen” van toepassing is op “alle personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken” waarna in grote lijnen uiteengezet wordt in welke wijzigingen en vernieuwingen het dispositief voorziet.

Dat verslag aan de Koning is dermate beknopt dat de adressaten ervan daardoor geen duidelijk beeld kunnen krijgen van de exacte draagwijdte van de daarin vervatte wijzigingen en vernieuwingen. De steller van dit ontwerp, die aangeeft dat het, zoals trouwens in de nota aan de Ministerraad van 9 december 2016 gesteld wordt, “ernaar [streeft] ambitieus te zijn, [aangezien] de hele reglementering betreffende de toelagen en vergoedingen is gebundeld in één reglementaire tekst”, moet evenwel nog verduidelijken welke gevolgen de nieuwe regeling zal hebben voor de situatie van de adressaten ervan: worden de toelagen en vergoedingen waarop ze thans recht hebben wat betreft het principe en de nadere regels ervan gehandhaafd, zo niet, waarin verschillen ze van hetgeen thans bepaald wordt, komt er een aanpassing van de bedragen die men toegekend krijgt en, indien dat inderdaad het geval is en ze neerwaarts aangepast worden, wordt dan door het ontwerp of door andere toekomstige regelingen voorzien in compensatiemechanismen? Er zou ook verduidelijkt moeten worden waarom de regeling ten gunste van bepaalde personeelscategorieën, inzonderheid de categorieën van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen, niet eveneens geharmoniseerd en vereenvoudigd wordt. Dat is des te noodzakelijker daar het weliswaar de bedoeling is dat het voorliggende ontwerp de enige regeling inzake toelagen en vergoedingen wordt voor de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, maar er op grond van artikel 126 ervan voor personeelsleden die niet in het ontwerp genoemd worden verschillende specifieke besluiten blijven bestaan, terwijl het voor de afdeling Wetgeving niet duidelijk is voor welke personeelsleden die besluiten van toepassing blijven, aangezien dat niet gepreciseerd wordt in het verslag aan de Koning. Het is niet zeker of de doelstelling inzake vereenvoudiging die door de steller nagestreefd wordt aldus gehaald wordt.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”.

Het verslag aan de Koning dient dan ook uitgebreid te worden op verschillende punten die in de bijzondere opmerkingen aangegeven zullen worden.

4. Als logisch gevolg van algemene opmerking 2 die hierna gemaakt wordt, dient opgemerkt te worden dat, indien het, zoals blijkt uit de artikelen 38, 97 en 100 van het ontwerp, de bedoeling van de steller is om met betrekking tot bepaalde categorieën van personeelsleden te overwegen om naderhand koninklijke besluiten tot toekenning van specifieke toelagen vast te stellen, de Koning, in tegenstelling tot wat in de voornoemde bepalingen gesteld wordt, niet gemachtigd dient te worden om die besluiten vast te stellen, maar veeleer in het verslag aan de Koning verduidelijkt dient te worden aan welke categorieën of soorten van categorieën van personeelsleden de steller van het ontwerp dergelijke specifieke toelagen wil toekennen en welke bijzondere kenmerken de uitgeoefende functies moeten vertonen opdat die toelagen verantwoord zouden zijn. De steller van het ontwerp dient eventueel in datzelfde verslag aan de Koning te preciseren dat het zijn bedoeling is dat over die besluiten overleg gepleegd wordt in de Ministerraad, aangezien die voorwaarde daadwerkelijk een grotere garantie biedt dat de uit te vaardigen regels van algemene of zelfs overkoepelende aard zijn.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. DELEGATIES AAN DE LEIDEND AMBTENAAR OF ZIJN AFGEVAARDIGDE

Veel bepalingen van het ontwerp voorzien in delegaties aan de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde. In bepaalde gevallen heeft de delegatie betrekking op een verordenende bevoegdheid. De leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde is onder meer bevoegd om:

- te bepalen op welke wijze de aanvragen voor het verkrijgen van de in het ontwerp bedoelde vergoedingen ingediend moeten worden (artikelen 66, eerste lid, 71, eerste lid, 80, eerste lid, 82, eerste lid);
- te bepalen op welke wijze de afgelegde afstanden berekend dienen te worden (artikel 73, zesde lid, 85, § 4, 88, § 2, vierde lid);
- in geval van regelmatige verplaatsingen buiten de administratieve standplaats, een maandelijks forfaitaire vergoeding toe te kennen die overeenkomt met een aantal keren de dagelijkse forfaitaire vergoeding die toegekend wordt ter compensatie van de verblijfskosten, waarbij dat aantal identiek moet zijn voor alle personeelsleden die dezelfde functie uitoefenen binnen een federale dienst of een deel ervan (artikel 87, § 1);
- aan de personeelsleden die zich regelmatig buiten de administratieve standplaats verplaatsen of van wie de woonplaats als administratieve standplaats vastgesteld werd een maandelijks forfaitaire vergoeding toe te kennen voor de kosten verbonden aan de kosten voor internettoegang en de kosten verbonden aan het telefoongebruik en om het bedrag van die vergoeding vast te stellen (artikel 87, § 2);
- toelagen en vergoedingen toe te kennen aan personen die niet tot het federaal openbaar ambt behoren en die hun medewerking verlenen aan de opleiding en de voortgezette opleiding

van de ambtenaren van de rijksbesturen en om het bedrag van die toelagen en vergoedingen vast te stellen (artikel 103).

In principe kan niet aanvaard worden dat regelgevende bevoegdheid toegekend wordt aan een ambtenaar die geen politieke verantwoordelijkheid draagt ten aanzien van een democratisch verkozen vergadering, omdat aldus afbreuk gedaan wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en aan het beginsel van de politieke verantwoordelijkheid van de ministers. Een dergelijke delegatie kan alleen aanvaard worden wanneer het gaat om maatregelen met een beperkte en technische draagwijdte of wanneer de maatregelen betrekking hebben op de organisatie van de dienst.² Het staat niet vast dat alle delegaties waarin de ontworpen bepalingen voorzien als dergelijke maatregelen beschouwd kunnen worden.

De steller van het ontwerp dient hoe dan ook te verduidelijken waarom maatregelen die tot dan toe bij koninklijke of ministeriële besluiten vastgesteld waren dermate technisch geworden zijn dat ze voortaan door een ambtenaar vastgesteld dienen te worden en hij behoort zich ervan te vergewissen dat de delegaties die verleend worden alleen betrekking hebben op maatregelen van bijkomstige of detailmatige aard en geen enkele beleidskeuze inhouden.

2. SPECIFIEKE TOELAGEN EN VERGOEDINGEN

In de artikelen 38 tot 41 en 97 tot 100 machtigt de steller van het ontwerp de Koning om specifieke toelagen en vergoedingen vast te stellen.

Die bepalingen zijn zinloos, aangezien de Koning zichzelf niet hoeft te machtigen om een door Hem vastgesteld besluit te wijzigen of aan te vullen.

De artikelen 38 tot 41 en 97 tot 100 alsook artikel 125 behoren bijgevolg te vervallen en de bepalingen waarin naar die artikelen verwezen wordt behoren dienovereenkomstig herzien te worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhef dienen de teksten van intern recht en de artikelen die de rechtsgrond van het besluit vormen vermeld te worden vóór de teksten van intern recht die bij het besluit gewijzigd of opgeheven worden.

² De afdeling Wetgeving heeft zich in dezelfde zin uitgesproken in advies 59.933/1/V, dat op 7 september 2016 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 29 september 2016 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan'.

2. In het tweede lid dient artikel 11, § 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ als rechtsgrond vermeld te worden in plaats van artikel 11, § 1, tweede lid.

3. In het derde lid behoort artikel 1, 3°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen in ambtenarenzaken’ niet als rechtsgrond van het ontwerpbesluit vermeld te worden, aangezien bij het ontwerpbesluit geen uitvoering gegeven wordt aan die wetsbepaling en zij geen enkele machtiging bevat. Met betrekking tot de contractuele personeelsleden behoort artikel 4, § 2, 1°, van de wet van 22 juli 1993 daarentegen wel als rechtsgrond vermeld te worden.

4. In het vierde lid dient artikel 8, § 3, tweede lid,³ van de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’ als rechtsgrond vermeld te worden.

5. Artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997, waarvan melding gemaakt wordt in het tweeëntwintigste lid, behoort bij wijze van rechtsgrond, in een nieuw derde lid vermeld te worden.⁴

6. Van de volgende teksten dient als op te heffen regelingen melding gemaakt te worden:

- het koninklijk besluit van 30 juni 1988 ‘betreffende de toekenning van forfaitaire vergoedingen voor verblijfskosten aan het personeel van de inspectie van de Dienst voor Administratieve Controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering’ (dat bij artikel 120, 5°, van het ontwerp opgeheven wordt);
- het koninklijk besluit van 11 oktober 1997 ‘betreffende de toekenning van een vergoeding voor toegangskosten tot het internet aan sommige personeelsleden van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering’ (dat bij artikel 120, 9°, van het ontwerp opgeheven wordt) ;
- het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘betreffende de berekening van de kilometervergoeding, voor de personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Financiën, voor de dienstreizen waarbij de woonplaats van het personeelslid het vertrek- en/of eindpunt is’ (dat bij artikel 120, 19°, van het ontwerp opgeheven wordt).

7. In het zevenentwintigste lid behoort melding gemaakt te worden van het koninklijk besluit van 22 november 2006 ‘betreffende het telewerk en het satellietwerk in het federaal

³ Artikel 8, § 3, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’ luidt als volgt: “In geval van onvoorziene omstandigheden die dringende maatregelen vragen, kan het [...] inhaalverlof vervangen worden door een financiële compensatie mits het akkoord van de werknemer.”

⁴ en niet als gewijzigde tekst, zoals in het ontworpen besluit.

administratief openbaar ambt' zoals dat opschrift gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 9 maart 2017.

8. Tot slot dient het ministerieel besluit van 9 januari 1975 'vervangend het ministerieel besluit van 9 april 1957 tot bepaling van het bedrag van de vergoedingen, welke dienen toegekend aan de ambtenaren en beambten, belast met het geven van cursussen en voordrachten voor het personeel der strafinrichtingen' weggelaten te worden uit de aanhef. Die tekst wordt niet opgeheven of gewijzigd bij de ontworpen bepalingen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1 bepaalt het toepassingsgebied van het ontworpen koninklijk besluit.

Luidens paragraaf 1 is het ontworpen besluit niet van toepassing op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen. Die uitsluiting druist in tegen artikel 52, § 1, van het koninklijk besluit van 25 februari 2008 'tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel van de federale wetenschappelijke instellingen', welk artikel als volgt luidt: "Onverminderd de bepalingen van onderhavig statuut, zijn de wetenschappelijke personeelsleden waarop deze van toepassing zijn, onderworpen aan de voorschriften die gelden voor het rijksperoneel wat betreft: (...) de toelagen, vergoedingen en premies van interdepartementele aard met uitzondering van de premie voor competentieontwikkeling". Die uitsluiting doet hoe dan ook de vraag rijzen of dat geen verschil in behandeling meebrengt dat in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Voorts dient in het verslag aan de Koning gepreciseerd te worden om welke objectieve redenen de in paragraaf 3 van het ontwerp bedoelde personeelsleden uitgesloten worden van de wachttoelagen, de toelagen voor onregelmatige prestaties en de toelagen voor werk in opeenvolgende ploegen. Het is raadzaam om in het verslag aan de Koning melding te maken van de regelingen die in dergelijke toelagen voorzien en die reeds voor hen zouden gelden.⁵

Wat de toekenning van de taaltoelage betreft, wordt in paragraaf 4 het toepassingsgebied van het ontworpen besluit uitgebreid tot "de leden van de beleidscellen, van de cel Algemene Beleidscoördinatie, van de cellen Algemeen Beleid en van de secretariaten van de ministers en van de Staatssecretarissen". Die leden zouden derhalve niet beschouwd worden als "personeelsleden van het federaal openbaar ambt" in de zin van paragraaf 1 van artikel 1. In artikel 2, 7°, wordt het "personeelslid" weliswaar gedefinieerd als "elke werknemer in een federale dienst", wat strekt tot de uitsluiting van de leden van de voornoemde cellen en

⁵ In advies nr. 52.616/2 van 14 januari 2013 over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 11 februari 2013 'tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt die bepaalde prestaties verrichten', heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State reeds een gelijkaardige opmerking gemaakt in verband met dezelfde soorten van personeelscategorieën die volgens dat ontwerp niet in aanmerking kwamen voor die drie types van toelagen <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/52616.pdf>.

secretariaten. Naar luid van artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van 19 juli 2001⁶ kunnen die personen evenwel “tot het federaal (...) openbaar ambt [behoren]” en in die hoedanigheid bepaalde in de ontworpen bepalingen bedoelde toelagen of vergoedingen ontvangen, zoals “het vakantiegeld en de eindejaarstoelage”.

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om die personen van het toepassingsgebied van de ontworpen tekst uit te sluiten, dient dit uitdrukkelijk vermeld te worden en dient nagegaan te worden of er, na de inwerkingtreding van het ontworpen besluit, nog een reglementaire grondslag is waarop zij zich kunnen beroepen om de toelagen en de vergoedingen te verkrijgen die zij tot dan toe ontvingen.

Als het de bedoeling is om de leden van de voornoemde cellen en secretariaten die “tot het federaal openbaar ambt [behoren]” niet uit te sluiten, is het raadzaam paragraaf 4 te vervangen door de volgende tekst:

“In afwijking van paragraaf 1 zijn de bepalingen van titel II betreffende de taaltoelage eveneens van toepassing op de leden van de beleidscellen, van de cel Algemene Beleidscoördinatie, van de cellen Algemeen Beleid en van de secretariaten van de ministers en van de Staatssecretarissen die niet tot het federaal openbaar ambt behoren.”

Bovendien behoort in artikel 2, 7°, de definitie van het “personeelslid” als volgt gewijzigd te worden:

“personeelslid: elke werknemer die tot een federale dienst behoort”.

Artikel 2

1. In de definitie in de bepaling onder 1° van het eerste lid wordt geen melding gemaakt van de federale instellingen die bedoeld worden in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’ maar die niet bedoeld worden in artikel 1, 3°, van de wet van 22 juli 1993 ‘houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken’.

Dienaangaande heeft de gemachtigde het volgende laten weten:

“Les organismes d'intérêt public fédéraux sont seulement ceux visés à l'article 1^{er}, 3°, van de wet van 22 juillet 1993 car c'est seulement ceux-là qui suivent la réglementation applicable aux agents de l'État (AR du 2 octobre 1937 dit Arrêté Camu et tout le reste).

L'énumération prévue dans l'article 1^{er} van de wet van 16 maart 1954 est beaucoup plus large. Si on s'y référait, on reprendrait donc des organismes qui ne sont pas soumis au statut des agents de l'État.

Pour information, la définition du ‘service fédéral’ est identique à celle que nous avons déjà utilisée dans d'autres arrêtés (par exemple l'arrêté royal du 25 octobre 2013

⁶ Koninklijk besluit van 19 juli 2001 ‘betreffende de invulling van de beleidsorganen van de federale overheidsdiensten en betreffende de personeelsleden van de federale overheidsdiensten aangewezen om deel uit te maken van een kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest’.

relatif à la carrière pécuniaire des personeelsleden de la fonction publique fédérale ou l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale)".

Die uitleg behoort te worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

2. De definitie in de bepaling onder 3° van het eerste lid is overbodig. Naast het feit dat ze niet duidelijk genoeg is, heeft ze betrekking op een begrip dat ofwel verkeerd is gebruikt in het dispositief van het ontwerp, ofwel alleen is opgenomen in de opschriften van koninklijke besluiten waarnaar in dat dispositief wordt verwezen.

3. De definitie in de bepaling onder 6° van het eerste lid dient te worden weggelaten aangezien ze overeenstemt met de gebruikelijke betekenis van het woord.

4. Zoals de inspecteur van Financiën opmerkt, dekt de definitie van leidend ambtenaar in de bepaling onder 12° van het eerste lid niet exact alle bestaande situaties. De definitie moet aldus worden aangevuld dat zij, in voorkomend geval, toepasbaar is op diensten die ressorteren onder de federale overheidsdiensten, zoals de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

5. In de Franse tekst van de bepaling onder 16° van het eerste lid moet het begrip "horaire de travail" worden gehanteerd in plaats van het begrip "calendrier de travail".

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

6. De definitie in de bepaling onder 19° van het eerste lid mag worden weggelaten aangezien ze overeenstemt met de gebruikelijke betekenis van het woord.

7. In de bepaling onder 24° van het eerste lid is er een verschil tussen de Franse en de Nederlandse tekst. In het Frans schrijft men "exerce principalement sa fonction".

8. In het tweede lid moet, met betrekking tot het begrip "personeelslid", uitsluitend worden verwezen naar de bepalingen onder 7°, 8° en 10° van het eerste lid.

Artikel 4

De precisering in het derde lid spreekt vanzelf en moet worden weggelaten.

Artikel 7

Het door elkaar gebruiken van de woorden "onderbreking", "schorsing" "gedragen lasten" is dubbelzinnig en zorgt ervoor dat de strekking en zelfs de betekenis van de bepaling niet duidelijk is; de bepaling dient derhalve te worden herzien.

Artikel 10

Na de woorden “voor dezelfde prestaties” moeten de woorden “of kosten” worden ingevoegd.

Artikel 11

Paragraaf 1 verwijst naar de “hoofdstukken II en III van titel III” wat de reis- en verblijfkosten betreft. Die vergoedingen worden evenwel geregeld in de hoofdstukken II en IV.

Artikel 12

De verwijzing naar de “wet van 27 november 1969” dient te worden vervangen door een verwijzing naar de “wet van 27 juni 1969”.

Artikel 14

In het eerste lid van paragraaf 1 zou het begrip premie voor competentieontwikkeling moeten worden gedefinieerd of zou ten minste moeten worden verwezen naar de bepalingen waarbij die premie wordt ingevoerd, te weten artikel 36^{ter}, § 1 tot § 3 en § 5 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 ‘tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene federale overheidsdiensten gemene graden’ alsook artikel 36, § 1, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17, § 2, derde lid.

Artikel 19

In het tweede lid kunnen de woorden “van hetzelfde of van een ander geslacht” worden weggelaten.

Artikel 23

Het verdient aanbeveling de bepaling aldus te stellen dat daarin wordt voorzien in de nadere regels voor de aanvraag en de toekenning van de directietoelage, die niet automatisch wordt verleend.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 37, dat betrekking heeft op de toekenning van de toelage voor een opleidingsactiviteit.

Artikel 26

In paragraaf 1 is sprake van “kalenderdagen”. Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt en gelet op de definities die worden gegeven in artikel 2, 15°, 16° en 17°, schrijve men hier eenvoudigweg “dagen”.

Artikel 46

In het verslag aan de Koning moet worden gepreciseerd welke categorieën van personeelsleden worden bedoeld: de bepaling is immers dermate ruim opgevat dat ze de strekking van de afdeling (en niet het hoofdstuk) tot invoering van de wachtvergoeding volledig teniet zou kunnen doen.

Artikel 47

Het is verkieselijk in de Franse tekst het woord “normal” te hanteren in plaats van “ordinaire” als het gaat om een werkrooster.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 48 tot 50 van het ontwerp.

De verwijzing in artikel 47, vijfde lid, 1°, naar de artikelen 45 en 46 lijkt foutief. Gaat het er in werkelijkheid niet om de personeelsleden met een actieve of passieve wachtdienst uit te sluiten, en zou bijgevolg niet moeten worden verwezen naar de artikelen 42 en 43?

Artikel 48

De woorden “behoudens uitdrukkelijk andersluidende beslissing” kunnen beter worden vervangen door de woorden “behoudens een beslissing in omgekeerde zin”, aangezien die beslissing moet worden gemotiveerd en, uit dat oogpunt, uitdrukkelijk de toegekende afwijking moet bevatten, die overigens moet stroken met het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie.

Artikel 51

De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom wordt gepreciseerd “ook bij toerbeurt”. In het verslag aan de Koning moet dat begrip concreter worden toegelicht, in voorkomend geval aan de hand van een voorbeeld.

Artikel 53

Er is geen reden om in het tweede lid het cursief te gebruiken.

Artikel 63

De vraag rijst ook waarom het begrip “werkplaats” wordt gebruikt, dat niet wordt gedefinieerd in het ontwerp, in plaats van “administratieve standplaats”, dat wél wordt gedefinieerd, namelijk in artikel 2, eerste lid, 24°, van het ontwerp.

Hoewel het er *in casu* op lijkt dat de occasionele “werkplaats” (een werkvergadering op een andere plaats dan de administratieve standplaats of de “plaats van de dienstprestaties”, zoals gepreciseerd in artikel 73, zesde lid) het gebruik van dat woord kan rechtvaardigen, zou het, ter wille van de volledigheid, verkieselijk zijn het te definiëren in artikel 2 van het ontwerp. In artikel 11, § 2, van het ontwerp is er overigens sprake van een geval dat aanleunt bij wat wordt beoogd in de artikelen 63 en 73, zesde lid, van het ontwerp, maar er wordt nergens voorzien in enige samenhang tussen die verschillende bepalingen.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp, telkens wanneer het woord “werkplaats” wordt gebruikt zonder dat daarmee een relevant onderscheid lijkt te worden gemaakt met het begrip “administratieve standplaats”.

Voorts wordt het begrip “woonplaats”, in de zin van privéverblijfplaats of persoonlijke verblijfplaats, te weten de verblijfplaats van het personeelslid, gebruikt om het vertrek- en het eindpunt van dat personeelslid te bepalen voor de toekenning van de vergoeding voor verplaatsingskosten. In ieder geval moet in de Nederlandse tekst het woord “woonplaats” vervangen worden door het woord “verblijfplaats”. Hetzelfde begrip wordt in artikel 73 eveneens gehanteerd voor de toekenning van de reiskosten. Zou het niet verkieselijk zijn dat het personeelslid, in verband met alle bepalingen met betrekking tot de verplaatsings- en reiskosten, de keuze van die verblijfplaats maakt?

Artikel 65

Deze bepaling voorziet in de gevallen waarin het gratis gebruik van het openbaar vervoer (artikel 63) kan worden gecumuleerd met “een tussenkomst [...] voor het gebruik van een persoonlijk vervoermiddel”. Dat laatste begrip is overgenomen uit het koninklijk besluit van 3 mei 2007⁷, terwijl in artikel 64 van het ontwerp de voorkeur wordt gegeven aan de term “compenserende vergoeding”, waarvan in dat artikel het bedrag wordt vastgesteld.

Om verwarring te voorkomen en duidelijk te maken dat het gaat om dezelfde vergoeding als die bedoeld in artikel 64, zou in artikel 65 de term “compenserende vergoeding” moeten worden gebruikt en moeten worden verwezen naar artikel 64, dat het bedrag van die vergoeding vaststelt.

⁷ Koninklijk besluit van 3 mei 2007 ‘betreffende de ten laste neming van de kosten inzake openbaar vervoer in woonwerkverkeer van de federale personeelsleden door de Staat en sommige federale openbare instellingen’. Bij artikel 114 van het ontwerp wordt het koninklijk besluit van 3 mei 2007 aldus gewijzigd dat de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het ontwerp worden uitgesloten van het toepassingsgebied ervan.

Artikel 66

1. In de eerste zin van het eerste lid behoren de woorden “het betrokken personeelslid” te worden vervangen door “het personeelslid”.

2. Ter wille van de begrijpelijkheid schrijve men in de laatste zin van het eerste lid:

“Onverminderd artikel 6 vermeldt de aanvraag de reisweg tussen de woonplaats en de werkplaats, de redenen waarom het openbaar vervoer niet kan worden gebruikt en de data van de verplaatsingen.”

De afdeling Wetgeving vraagt zich eveneens af of in de bepaling ook niet het begrip “verplaatsingstijd” moet worden ingevoegd.

Artikel 67

De afdeling Wetgeving heeft vragen bij het gebruik van de woorden “eigen vervoermiddel” in artikel 67, “eigen motorvoertuig” in artikel 69, “eigen voertuig” in de artikelen 71, 73, 76 en 78 en in de Nederlandse tekst “persoonlijk voertuig” in het opschrift van afdeling 3. Als het slaat op hetzelfde geval, moet een eenvormige terminologie worden gebruikt, waarbij de voorkeur uitgaat naar “eigen voertuig”; daarbij moet de eerste keer dat dit begrip in die zin wordt gebruikt, de definitie worden gegeven die thans in artikel 73, tweede lid staat.

Voorts wordt de aandacht van de steller gevestigd op het feit dat er meer en meer formules voor autodelen bestaan. In ieder geval moet de steller van het ontwerp een eenvormige terminologie hanteren.

Artikel 68

Ter wille van de samenhang moeten de woorden “tijdens de uitoefening van zijn functie” worden vervangen door de woorden “naar aanleiding van de uitoefening van zijn functie”, welke de formulering is die wordt gebruikt in artikel 5 (algemene principes) om het begrip “vergoeding” te definiëren.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 69

In de bepaling onder 2° moet, naar het voorbeeld van wat in artikel 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 ‘houdende algemene regeling inzake reiskosten’ staat,⁸ worden gepreciseerd dat de toelating voor een verplaatsing algemeen kan zijn wanneer de

⁸ Gewijzigd bij dit ontwerp. Bij artikel 105 van het ontwerp wordt het koninklijk besluit van 18 januari 1965 aldus gewijzigd dat de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het ontwerp worden uitgesloten van het toepassingsgebied ervan.

aard zelf van de functie van het personeelslid regelmatige verplaatsingen impliceert. Er is overigens in het ontworpen besluit uitdrukkelijk voorzien in het geval van “regelmatige verplaatsingen”:

- artikel 72, tweede lid, bepaalt dat de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde een abonnement kan toekennen aan het personeelslid dat meerdere keren per week verplaatsingen moet doen voor de behoeften van de dienst;
- artikel 73, derde lid, bepaalt dat de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde een vergoeding kan toekennen voor het gebruik van het eigen voertuig, zelfs als die verplaatsingen plaatsvinden binnen de agglomeratie/gemeente van de administratieve standplaats, wanneer het personeelslid zich regelmatig moet verplaatsen.

Artikel 70

Ter wille van de samenhang en de vereenvoudiging moeten de woorden “kosten verbonden aan de verplaatsingen voor de behoeften van de dienst” worden vervangen door de uitdrukking “reiskosten”. In de artikelen 68 en 69 wordt reeds verduidelijkt dat het gaat om de kosten verbonden aan de verplaatsingen voor de behoeften van de dienst.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Bovendien rijst de vraag hoe de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde tegemoet moet komen aan de in de bepaling opgenomen verplichting; de steller van het ontwerp dient zijn bedoeling dienaangaande toe te lichten in het verslag aan de koning.

Artikel 71

1. Het tweede lid bepaalt:

“Onverminderd artikel 6 vermeldt de aanvraag voor het verkrijgen van de vergoeding de datum van de verplaatsing, de reden van de verplaatsing en de reisweg.”.

Die bepaling lijkt weinig afgestemd op het geval van het personeelslid dat regelmatig verplaatsingen doet voor de behoeften van de dienst (geval waarmee rekening is gehouden in de artikelen 72, tweede lid, en 73, derde lid, van het ontwerp).

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. Het vierde lid is een herhaling van de inhoud van het eerste lid en dient te worden weggelaten.

Artikel 72

1. Ter wille van de samenhang dienen in het eerste en het derde lid respectievelijk de woorden “vervoerskosten” en “verplaatsingskosten” te worden vervangen door de term “reiskosten”.

Dezelfde opmerking geldt voor het artikel 73, eerste lid.

2. In het derde lid van de Franse tekst dienen de woorden “personne avec un handicap” te worden vervangen door de woorden “personne handicapée”, wat het begrip is dat wordt gedefinieerd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 oktober 2005⁹ waarnaar wordt verwezen in de bepaling in kwestie.

Artikel 75

De steller van het ontwerp dient er op toe te zien dat hij in het verslag aan de Koning rechtvaardigt dat de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde de terugbetaling kan weigeren van onkosten verbonden aan het gebruik van het eigen voertuig “als het openbaar vervoer volstaat om de aan het personeelslid toevertrouwde opdrachten doeltreffend uit te voeren”, terwijl voor dat gebruik uitdrukkelijk voorafgaandelijk toestemming is verleend (artikel 73, vijfde lid).

De verwijzing naar artikel 11, § 2, is onbegrijpelijk.

Artikel 87

1. Gelet op de uitleg die de gemachtigde over de strekking van het betreffende dispositief gegeven heeft, moet paragraaf 2 herschreven worden:

“a) [L’indemnité forfaitaire pour les coûts liés aux frais d’accès à internet et les frais liés à l’usage du téléphone] est accordée indépendamment de l’octroi d’une indemnité forfaitaire mensuelle de séjour accordée en vertu du paragraphe 1^{er}. Si la version FR nous semble claire (‘Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que lorsque la résidence administrative a été fixée à la résidence du membre du personnel...’), la version NL prête effectivement à confusion puisqu’elle donne l’impression de devoir cumuler les 2 hypothèses. Nous allons revoir la traduction afin de supprimer toute ambiguïté.

b) Le montant ne peut pas se cumuler avec le montant prévu avec l’article 96. Dans tous les cas, l’article 10 du projet doit pouvoir s’appliquer (Art 10. Le bénéfice des allocations et indemnités du présent arrêté n’est pas cumulable avec le bénéfice de tout autre avantage ou indemnité pour les mêmes prestations).

c) Le montant supérieur à celui fixé à l’article 96 se justifie par le fait qu’en exerçant une fonction itinérante ou en ayant sa résidence administrative fixée à sa résidence, le membre du personnel est amené à devoir utiliser beaucoup plus fréquemment

⁹ Koninklijk besluit van 6 oktober 2005 ‘houdende diverse maatregelen met betrekking tot de vergelijkende aanwervingsselectie en met betrekking tot de stage’.

son téléphone et sa connexion internet à des fins professionnelles. Nous ne pouvons fournir aucune explication technique sur le montant 3 fois supérieur à celui fixé à l'article 96, la fixation de ce montant résultant d'une décision du cabinet. Nous lirons attentivement la remarque du Conseil d'État sur ce point."

In tegenstelling tot wat de gemachtigde beweert, moet ook de Franse versie van de tekst gewijzigd worden, in zoverre daarin sprake is van een vergoeding die een 'aanvulling' is op de maandelijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten waarin artikel 87, § 1, voorziet.

Om duidelijk te maken dat de forfaitaire vergoeding voor de kosten verbonden aan de kosten voor internettoegang en de kosten verbonden aan het telefoongebruik, zoals door de gemachtigde gesteld wordt, een vergoeding is die losstaat van de vergoeding toegekend krachtens artikel 87, § 1, moet de inhoud van paragraaf 2 overgenomen worden in een afzonderlijk artikel dat als volgt zou kunnen worden gesteld:

"In het geval bedoeld in artikel 87 of indien met toepassing van artikel 11, § 1, bepaald is dat de verblijfplaats van het personeelslid geldt als administratieve standplaats, kan de leidinggevend ambtenaar beslissen om een maandelijkse forfaitaire vergoeding toe te kennen voor de kosten verbonden aan de kosten voor internettoegang en de kosten verbonden aan het telefoongebruik.

Het bedrag van die vergoeding, dat wordt vastgesteld door de leidend ambtenaar, mag niet meer bedragen dan drie keer het bedrag bepaald in artikel 96, tweede lid."

2. Ter wille van de transparantie en opdat het dispositief correct wordt begrepen door de adressaten van het besluit moet in het verslag aan de Koning voorts uitgelegd worden welke gegevens de steller van het ontwerp ertoe gebracht hebben om te bepalen dat de forfaitaire vergoeding maximaal "3 keer het bedrag bepaald in artikel 96, tweede lid" mag bedragen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het bedrag van 20 euro per maand dat luidens artikel 96 van het ontwerp het maximumbedrag is van de vergoeding voor telewerkkosten.

Artikel 88

In paragraaf 2, 2°, moeten de woorden "federale overheidsdienst" vervangen worden door de uitdrukking "federale dienst" die gedefinieerd wordt in artikel 2, 1°, van het ontwerp.

Artikel 89

Wat de forfaitaire vergoeding voor verblijfkosten in het buitenland betreft, verwijst het ontwerp naar "de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de afgevaardigden en ambtenaren die afhangen van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking." Die reglementaire bepalingen staan thans in het

ministerieel besluit van 29 maart 2016¹⁰ dat genomen is ter uitvoering van een besluit van de Regent van 29 april 1948 ‘waarbij aan de Minister van Buitenlandse Zaken volmacht werd verleend, vergoedingen toe te kennen aan de agenten die hun functies in België of in het buitenland uitoefenen, als vereffening voor de buitengewone lasten die zij dragen in het belang van de dienst of van de nationale handel’.

Indien het in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt om de vergoeding voor verblijfskosten in het buitenland uit te werken naar het voorbeeld van de vergoeding waarin het ministerieel besluit van 29 maart 2016 voorziet, zou moeten worden vermeld dat de forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten in het buitenland ook toegekend wordt aan het personeelslid dat zitting heeft in internationale commissies. Van dat geval is alleen sprake in artikel 91, eerste lid, van het ontwerp, dat betrekking heeft op de aanvullende vergoeding om de huisvestingskosten te dekken.

Artikel 89 zou dan ook als volgt kunnen worden gesteld:

“Art. 89. Er wordt een forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten toegekend aan het personeelslid dat door de leidend ambtenaar of zijn afgevaardigde belast is met een dienstopdracht in het buitenland of dat zitting heeft in internationale commissies.”

Artikel 90

1. Ter wille van de duidelijkheid en de samenhang zou het beter zijn om in de Franse tekst van het eerste en het derde lid te schrijven “aux représentants et aux fonctionnaires dépendant du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement”. Dat zijn immers de exacte bewoordingen die gebruikt zijn in het ministerieel besluit van 29 maart 2016 en in de eerdere regelingen die over hetzelfde onderwerp handelen.¹¹ De Nederlandse versie van de tekst neemt wel de exacte bewoordingen van het voornoemde ministerieel besluit over.

2. Voorts verdient het aanbeveling om in de Franse tekst van het derde lid, overeenkomstig de Nederlandse tekst, het woord “révision” te gebruiken in plaats van het woord “réactualisation”.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 91, vierde lid, van het ontwerp.

¹⁰ Ministerieel besluit van 29 maart 2016 ‘houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan afgevaardigden en ambtenaren afhankelijk van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies’.

¹¹ Zie bijvoorbeeld: het ministerieel besluit van 23 maart 2015 ‘houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan afgevaardigden en ambtenaren afhankelijk van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies’, *Belgisch Staatsblad*, 30 maart 2015; het ministerieel besluit van 13 maart 2014 ‘houdende vaststelling van verblijfsvergoedingen toegekend aan afgevaardigden en ambtenaren afhankelijk van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die zich in officiële opdracht naar het buitenland begeven of zetelen in internationale commissies’, *Belgisch Staatsblad*, 27 maart 2014.

3. In het vierde lid moeten de woorden “federale overheidsdienst” vervangen worden door de uitdrukking “federale dienst” die gedefinieerd wordt in artikel 2, 1°, van het ontwerp.

Artikel 91

In de Franse tekst van het tweede en het vierde lid moeten de woorden “délégué” en “délégués et agents” om de reeds eerder uiteengezette redenen vervangen worden door de woorden “représentants et fonctionnaires” (zie de opmerking die hierboven is gemaakt bij artikel 90).

Artikelen 102 tot 104

De prestaties tot regeling waarvan de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 oktober 1964 ‘tot vaststelling van de bezoldiging van hen die hun medewerking verlenen voor de opleiding en de voortgezette opleiding van het Rijkspersoneel’ strekken, zijn opdrachten voor diensten die vallen onder de wet- en regelgeving inzake overheidsopdrachten.¹²

Artikel 106

De federale regering is niet bevoegd om het statuut vast te stellen van de provinciegouverneurs, de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, de gouverneur of de vicegouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. Krachtens artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ zijn alleen de gewesten bevoegd inzake de organieke wetgeving betreffende de plaatselijke besturen.¹³

Het ministerie van Landsverdediging staat niet meer onder leiding van een “secretaris-generaal”.

Het toegestane maximum waarvan sprake is in het ontworpen artikel 16, derde lid, wordt niet vastgesteld bij het ontworpen besluit.

¹² Zie inzonderheid de ‘wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten’ van 15 juni 2006 en de wet van 17 juni 2017 ‘inzake overheidsopdrachten’ die grotendeels in werking treedt op 30 juni 2017.

¹³ Zie in die zin advies 44.148/4, gegeven op 17 maart 2008 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 ‘tot bepaling van het statuut van de provinciegouverneurs’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44148.pdf>) en advies 36.444/3, gegeven op 10 februari 2004 over een ontwerpbesluit van de Vlaamse Regering van 5 maart 2004 ‘tot vaststelling van het statuut van de provinciegouverneurs en de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/36444.pdf>).

Artikel 109

Wat de bepaling onder 1° betreft, moet de steller van het ontwerp nagaan of de te vervangen woorden correct aangehaald worden.

Artikel 113

Het koninklijk besluit van 22 november 2006 moet worden vermeld met het correcte opschrift, d.i. 'betreffende het telewerk en satellietwerk in het federaal administratief openbaar ambt'.

Artikel 114

Er moet worden gepreciseerd dat de wijzigingen aangebracht worden in het eerste lid van artikel 1.

Artikel 115

Wat de uitdrukking "personeelslid" betreft, hoeft alleen verwezen te worden naar de punten 6°, 7° en 9°, van het eerste lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 september 2013 'betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt', aangezien dat de enige punten zijn waarin die uitdrukking voorkomt.

Artikel 116

In het ontworpen artikel 36 moet verwezen worden naar de bepalingen van het koninklijk besluit 'tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt' op grond waarvan de toelage wegens ontslag berekend kan worden.

Artikel 117

Voor de uitdrukking "personeelslid" hoeft alleen verwezen te worden naar de punten 5°, 6° en 8°, van het eerste lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 'betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt', aangezien dat de enige punten zijn waarin die uitdrukking voorkomt.

Artikel 120

De steller van het ontwerp moet nagaan of met het ontwerp gezorgd wordt voor de noodzakelijke samenhang met de overige geldende regelingen, inzonderheid wat het grote aantal bepalingen betreft dat opgeheven wordt. Er dient meer bepaald geregeld te worden welk gevolg gegeven moet worden aan de bepalingen van nog steeds geldende regelingen die zouden

verwijzen naar de koninklijke en ministeriële besluiten die bij het voorliggende ontwerp opgeheven worden.

Artikel 121

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

‘Er is voorzien in een overgangsbepaling voor de personeelsleden die een directiepremie kregen voor de inwerkingtreding van dit ontwerpbesluit, waardoor ze hun premie kunnen behouden onder de vroegere reglementaire voorwaarden. Het bedrag van de toelage van de personeelsleden [van niveau D] wordt echter eveneens op 1.000 EUR vastgelegd.’

Het gaat er niet zozeer om dat de toepassing van de vroegere regels voor die personeelsleden gehandhaafd wordt, maar wel dat ze het bedrag van de toelage die ze thans genieten, kunnen blijven ontvangen.

Dat soort bepaling heeft bijgevolg meer weg van een vrijwaringsclausule dan van een overgangsbepaling.

Ter wille van de duidelijkheid zou gepreciseerd moeten worden dat de betrokken personeelsleden het ‘bedrag’ van hun toelage blijven genieten. Er zou ook vermeld moeten worden of die toelage onder een indexeringsregeling valt, ongeacht of dat zo is volgens de vroegere regeling dan wel volgens de nieuwe regeling.

Artikel 122

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

“Tot slot wordt de projecttoelage gedefinieerd in het koninklijk besluit van 2 augustus 2007 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten opgeheven. Er is echter voorzien in een overgangsbepaling voor de personeelsleden die deze toelage kregen bij de inwerkingtreding van dit ontwerp van koninklijk besluit, zodat zij de toelage kunnen behouden tot het project is afgelopen.”

Het gaat er niet zozeer om dat de toepassing van de vroegere regels voor die personeelsleden gehandhaafd wordt, maar wel dat ze het bedrag van de toelage die ze thans genieten, kunnen blijven ontvangen.

Dat soort bepaling heeft bijgevolg meer weg van een vrijwaringsclausule dan van een overgangsbepaling.

Ter wille van de duidelijkheid zou gepreciseerd moeten worden dat de betrokken personeelsleden hun toelage blijven genieten. Er zou ook vermeld moeten worden of die toelage onder een indexeringsregeling valt.

Artikel 124

De koninklijke en ministeriële besluiten die in deze bepaling vermeld worden, hebben niet allemaal betrekking op personeelsleden die reizende functies uitoefenen en een maandelijks forfaitaire vergoeding genieten¹⁴.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de werkingssfeer van de overgangsbepaling te beperken tot de personeelsleden die reizende functies uitoefenen, zou dat begrip gedefinieerd moeten worden.

In het verslag aan de Koning staat het volgende te lezen:

“Deze gemeenschappelijke reglementaire sokkel¹⁵ houdt in dat alle specifieke reglementeringen aangenomen door de departementen en die hetzelfde doel beogen opgeheven worden. De personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reizende ambtsbetrekkingen uitoefenen en een maandelijks forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten of voor kosten wegens rondreizen genieten, op basis van een opgeheven reglementering, blijven echter het bedrag van deze vergoeding genieten als het bedrag van [de] maandelijks forfaitaire vergoeding, die door de leidend ambtenaar wordt vastgelegd, minder voordelig is.”

Het gaat er niet zozeer om dat de toepassing van de vroegere regels voor die personeelsleden gehandhaafd wordt, maar wel dat ze het bedrag van de vergoeding die ze thans genieten, kunnen blijven ontvangen.

Dat soort bepaling heeft bijgevolg meer weg van een vrijwaringsclausule dan van een overgangsbepaling.

Ter wille van de duidelijkheid zou gepreciseerd moeten worden dat de betrokken personeelsleden het “bedrag” van hun vergoeding blijven genieten. Er zou ook vermeld moeten worden of die vergoeding valt onder een indexeringsregeling, ongeacht of dat zo is volgens de vroegere regeling dan wel volgens de nieuwe regeling.

Artikel 126

De steller van het ontwerp wordt verzocht om een verantwoording te geven voor de afwijkende regeling die hij met deze bepaling invoert.

Artikel 127

Deze bepaling kan niet gekwalificeerd worden als overgangsbepaling, maar vormt een wijzigingsbepaling. Ze wijzigt andere verordeningen om de personeelsleden bedoeld in artikel 1 van het ontwerp uit te sluiten van de werkingssfeer daarvan. Ter wille van de

¹⁴ Zie bijvoorbeeld de ministeriële besluiten bedoeld in artikel 120, 31° en 32°.

¹⁵ Het betreft de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de vergoeding voor verblijfskosten.

rechtszekerheid moet elk van die koninklijke en ministeriële besluiten rechtstreeks gewijzigd worden.

De woorden “in dit besluit bedoelde” in de inleidende zin zijn bovendien overbodig, aangezien het begrip “personeelslid” gedefinieerd wordt in artikel 2.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. De tekst moet grondig nagelezen worden op fouten tegen de spelling en de zinsbouw. Bij wijze van voorbeeld wijst de afdeling Wetgeving onder meer op het volgende:

- in de Franse tekst van artikel 4, vierde lid, schrijve men “pris” in plaats van “prises”;
- in de Franse tekst van artikel 5 schrijve men “considérés” in plaats van “considérées”;
- in de Franse tekst van artikel 22, tweede lid, is het woord “nombre” verkeerd gespeld;
- in artikel 25 moet “directietoelage” geschreven worden;
- in artikel 58 moeten de woorden “het examen bedoeld in” ingevoegd worden tussen het woord “voor” en de woorden “artikel 7 van het koninklijk besluit betreffende de taalexamens geslaagd is”;
- in artikel 66, moeten in het tweede lid, a), de woorden “artikelen 64 en 65” vervangen worden door de woorden “artikelen 64, eerste lid, 1^o, en 65”, en moeten in het tweede lid, b), eerste zin, de woorden “paragraaf 1” vervangen worden door de woorden “eerste lid”;
- in artikel 85, § 2, tweede lid, moet de woordschikking “voor zover aan de afstand- en duurvoorwaarden bepaald in § 1, 1^o en 2^o is voldaan en dat ze daarenboven ook voldaan zou zijn indien” vervangen worden door de constructie “voor zover aan de afstand- en duurvoorwaarden bepaald in § 1, 1^o en 2^o, voldaan is, en er daarnaast ook aan voldaan zou zijn indien”;
- in de Franse tekst van artikel 87, § 1, vijfde lid, moet het woord “jour”, waar het voor de eerste keer voorkomt, in het meervoud geschreven worden en, waar het voor de tweede keer voorkomt, gecorrigeerd worden door de ontbrekende ‘r’ toe te voegen;
- de Nederlandse tekst van hetzelfde lid moet eveneens herzien worden en het woord “vankantieverlof” moet worden vervangen door “vakantieverlof”.

2. Er moet steeds nauwkeurig worden vermeld welke handeling, opgeheven of gewijzigd wordt, waarbij ook de nog geldende wijzigingen die er reeds in aangebracht zijn moeten worden opgegeven. Wat de artikelen betreft, moet in voorkomend geval ook melding

gemaakt worden van de handeling waarbij ze ingevoegd of hersteld zijn.¹⁶⁻¹⁷ Het ontwerp bevat in dat opzicht tal van fouten en moet herzien worden (artikelen 102 tot 120).

3. Als gevolg van de gemaakte opmerkingen moet de steller van de tekst zich vergewissen van de samenhang van de interne verwijzingen. Bij die gelegenheid moet hij de uitdrukking "van dit besluit" weglaten wanneer ze overbodig is, zoals het geval is in de artikelen 125 en 126.

4. Zoals de afdeling Wetgeving al dikwijls opgemerkt heeft, dienen de titels en de hoofdstukken genummerd te worden met Arabische cijfers.¹⁸

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY

¹⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 113 en 137.

¹⁷ Wat dat betreft, wordt verwezen naar de voorafgaande opmerkingen.

¹⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 64.